Burundi : l'UA préconise le déploiement d'une force de police internationale

@rib News, 20/05/2016 â€“ Source AFPL'Union africaine (UA) a appelÃ© vendredi au dÃ©ploiement d'une force de police internationale au Burundi en conclusion d'un rapport sur les violations des droits de l'homme dans ce pays depuis le dÃ©but de la crise il y a plus d'un an. "En plus d'augmenter le nombre d'observateurs militaires et des droits de l'homme de l'Union africaine (au Burundi), le dÃ©ploiement d'une force de police internationale est nÃ©cessaire", Ã©crivent les experts de l'UA.

Fin 2015, l'UA avait prÃ©conisÃ© le dÃ©ploiement d'une force militaire d'interposition de 5.000 hommes pour enrayer le cycle des violences mais le projet avait finalement Ã©tÃ© abandonnÃ© devant l'opposition catÃ©gorique de Bujumbura et les vives rÃ©ticences de plusieurs chefs d'Ã‰tat africains. Le rapport, rÃ©alisÃ© par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, a Ã©tÃ© rendu public vendredi, aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© prÃ©sentÃ© Ã l'Union africaine plus tÃ´t ce mois Une force de police internationale, affirment les experts, permettrait de renforcer la sÃ©curitÃ© et d'assurer "la protection des habitants dans les zones les plus touchÃ©es par les violences". Un projet similaire est actuellement Ã l'Ã©tude aux Nations unies. Le Burundi a plongÃ© dans une grave crise politique Ã©maillÃ©e de violences lorsque le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a annoncÃ© sa candidature en avril 2015 pour un troisiÃ¨me mandat avant d'Ãªtre rÃ©Ã©lu en juillet. Ces violences ont dÃ©jÃ fait plus de 500 morts et poussÃ© plus de 270.000 Burundais Ã l'exil. L'ONU, qui a rÃ©pertoriÃ© au moin 345 cas de torture et mauvais traitements depuis le dÃ©but de l'annÃ©e, a Ã©galement dÃ©noncÃ© des cas d'exÃ©cutions extrajudiciaires ou de disparitions forcÃ©es. Les experts de l'UA ont Ã©galement appelÃ© "Ã la rÃ©ouverture des diffÃ©rentes radios indÃ©pendantes qui ont Ã©tÃ© arbitrairement fermÃ©es" en mai 2015 et Ã "rÃ©viser l'interdiction collective de dix organisations de la sociÃ©tÃ© civile qui jouent un rÃ´le clÃ© dans la promotion et la dÃ©fense des droits de l'homme". Le rapport de 58 pages a Ã©tÃ© rÃ©alisÃ© Ã la suite d'une mission d'une semaine au Burundi en dÃ©cembre 2015, une pÃ©riod les enquÃªteurs ont Ã©tÃ© limitÃ©s dans leur mouvements en raison d'une "explosion de combats intenses". "La consÃ©quence principale de ces limitations, c'est que la dÃ©lÃ©gation n'a pas pu Ã©tablir l'identitÃ© exacte des auteurs des violations des droits de l'homme", ont concÃ©dÃ© les rÃ©dacteurs du rapport. Un dialogue de sortie de crise pour le Burundi, au point mort depuis plusieurs mois, doit reprendre samedi Ã Arusha (nord de la Tanzanie) mais la principale coalition d'opposition n'y a pas Ã©tÃ© invitÃ©e en que telle, laissant peu d'espoir Ã une percÃ©e diplomatique.